

que la croissance réelle et la productivité. L'inflation et le chômage baisseront et, selon certains indicateurs, le déficit fédéral et la dette nationale diminueront. Ces résultats favorables découleront à la fois de la stimulation de l'investissement commercial et de l'augmentation des exportations canadiennes. Ce double objectif aidera à remettre l'économie canadienne sur les rails.

On peut facilement mettre à profit les ressources du gouvernement pour favoriser la croissance du secteur privé, notamment pour accroître les exportations, coordonner les activités, parvenir à un consensus et fournir des renseignements. Les ressources du gouvernement doivent cependant servir à faciliter la croissance du secteur privé et non à lui livrer concurrence.

Nous n'atteindrons pas notre objectif du jour au lendemain. Il n'y a pas de baguette magique qui puisse faire disparaître le déficit dont nous avons hérité. Il n'existe pas de formule facile pour provoquer de force la croissance économique. Il faudra beaucoup d'efforts et pas mal de temps pour rallier l'adhésion de tous sur la façon d'aborder certains problèmes difficiles et controversés. Il faut donc déployer des efforts constants et persistants pour atteindre des objectifs convenus et je pense que nous nous sommes déjà engagés dans cette voie. Nous nous sommes déjà mis à la tâche, mais un travail long et ardu et des discussions prolongées nous attendent. Je suis cependant confiant qu'au cours des mois à venir, le monde des affaires au Canada se rendra compte que, grâce à une saine gestion financière, à la collaboration fédérale-provinciale, aux consultations avec les entreprises et les syndicats et à un consensus sur les principales questions économiques à trancher, le gouvernement fera tout en son pouvoir pour garantir une reprise de l'expansion économique grâce au secteur privé. Entre temps, les nouvelles entreprises de même que celles qui existent déjà dans toutes les régions non seulement vont survivre mais vont prospérer, créant ces emplois et ce mieux-être que les Canadiens ont le droit d'espérer et dont le gouvernement libéral les a si outrageusement privés pendant son règne sur notre pays qui a duré presque 16 ans.

Enfin, je suis convaincu que les députés conviendront avec moi qu'en matière de développement économique, notre gouvernement ne plaisante pas.

M. Deans: Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt les propos du ministre. Je dois dire que c'est peut-être la première fois que j'entends exprimer aussi clairement l'orientation économique du gouvernement. Il semblerait que nous allons utiliser les ressources du Canada pour garnir les poches des nantis aux dépens des démunis.

Je me demande si le ministre a songé à ce qu'il adviendra à long terme si le Canada ouvre ses portes à tous les investissements quelle qu'en soit l'origine, quel que soit le moment choisi et quel que soit le secteur d'activité. Le ministre a-t-il vraiment examiné ce qui se passe dans notre pays depuis 20 ans? La très grande majorité des entreprises privées exploitant au Canada font très peu, quand elles en font, de travaux de recherche et de développement. A cet égard, elles comptent presque exclusivement sur les installations de la société mère où qu'elle soit située. En dépit des programmes de subventions élaborés non

seulement par le gouvernement libéral qui était en place avant les dernières élections, mais aussi en dépit des efforts entrepris par le gouvernement de l'Ontario et plusieurs autres provinces, dont certaines sont conservatrices, pour convaincre les sociétés multinationales par toutes sortes d'incitations financières de faire de la recherche et du développement, presque tous ces efforts ont été voués à l'échec.

• (1140)

De quel moyen dispose le ministre pour amener les grandes multinationales à établir des laboratoires de recherche au Canada? Comment le ministre obtiendra-t-il la promesse de ceux-là mêmes qui sont prêts à se prévaloir des avantages de l'économie canadienne en venant investir chez nous, qu'ils bâtiront des établissements de recherche et de développement lesquels offriront de l'emploi à nos diplômés dans le domaine qu'ils auront choisi?

Enfin, comment le ministre entend-il concilier son intérêt pour la recherche et le développement avec les mesures de son gouvernement? En effet, dans l'exposé économique, le gouvernement a sabré à tour de bras, comme le ministre aime bien le faire, dans chaque secteur d'importance primordiale pour la recherche et le développement. Comment pouvons-nous imaginer que ce gouvernement comprend parfaitement l'importance de ce secteur clé pour l'avenir du Canada quand ce même gouvernement a démontré par les mesures qu'il a prises que ce genre d'activité ne l'intéressait guère?

M. Stevens: Monsieur le Président, je dirai d'abord au député de Hamilton Mountain (M. Deans) que j'entrevois un rayon d'espoir pour lui. A l'entendre, le député ne semble pas très fier de ce qui s'est passé depuis 20 ans. Ce n'est qu'aujourd'hui qu'il s'en rend compte et j'espère qu'il se rappelle combien de fois son parti est venu à la rescousse des libéraux pour leur permettre de rester au pouvoir.

Quand il nous rappelle l'époque des 20 dernières années, il ne peut oublier qu'il y a 20 ans, on comptait moins de 500,000 Canadiens sans travail. Aujourd'hui, en partie à cause de l'alliance conclue entre son parti et le parti libéral, ce sont un million et demi de Canadiens qui sont sans travail. C'est tout à fait hors de question, je tiens à le dire au député. Nous ne le tolérerons pas et il est temps de modifier cette politique gouvernementale, née grâce à la complicité de son parti et de lui-même durant cette période de 20 ans, en vue d'assainir notre économie pour permettre aux Canadiens de retrouver les emplois qui leur reviennent de plein droit.

Encore une fois, monsieur le Président, j'entrevois une lueur d'espoir lorsqu'il parle des modifications que nous comptons apporter à l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Il doit bien entendu se souvenir que cet organisme a été créé en 1972 et que la plupart des investissements perdus pour le Canada, en grande partie parce qu'ils ont été faits à l'étranger, auraient pu bénéficier aux industries créatrices d'emplois du pays. Il a un passé énorme, si vous voulez, dont il devra rendre compte aux Canadiens en ce qui concerne l'appui donné par son parti à un si grand nombre de ces initiatives passées.